

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton, tenue le 10 décembre 2019, à 20h00, à l'Hôtel de ville, située au 2627, rue Principale, à Sainte-Justine-de-Newton. Sont présents, sous la présidence de Monsieur le maire Denis Ranger, les membres du conseil suivants : Maryse Lanthier, Shawn Campbell, Éric Dufresne et Denis Pouliot, tous formant quorum. Le directeur général et secrétaire-trésorier et, l'adjointe au directeur général et responsable de l'urbanisme sont aussi présents.

19-12-01 **Adoption de l'ordre du jour**

Monsieur le Maire fait lecture de l'ordre du jour. Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

19-12-02 **Approbation du procès-verbal**

CONSIDÉRANT qu'une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 12 novembre 2019 a été remise à chaque membre du Conseil au moins 72 heures avant la présente séance et que tous les conseillers présents déclarent l'avoir lu, une dispense de lecture est accordée.

Il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers que le procès-verbal de la séance ordinaire de novembre 2019 soit approuvé tel que présenté.

**CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT**

Je soussigné, certifie par les présentes que la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton a les fonds nécessaires au paiement des dépenses décrites ci-dessous pour le mois de décembre 2019 et approuvées par le conseil municipal.

---

Directeur général et secrétaire-trésorier

19-12-03 **Approbation des comptes payés et à payer**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver et de payer les comptes fournisseurs et la paye des employés selon la liste 2019-12-10.

**Points d'information général**

Le directeur général et secrétaire-trésorier explique aux membres du Conseil et à l'assistance les points d'information reçue au cours du mois de novembre 2019.

19-12-04 **Appui à la Municipalité de Saint-Polycarpe – Projet de loi 48**

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a déposé, le 5 novembre dernier, le projet de loi 48 visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi permettra au gouvernement de déterminer par règlement la valeur imposable maximale d'un terrain d'une exploitation agricole qui est enregistrée et qui est comprise dans une zone agricole;

CONSIDÉRANT l'augmentation du rôle d'évaluation foncière de la Municipalité de Saint-Polycarpe notamment pour l'évaluation foncière agricole;

CONSIDÉRANT le fardeau fiscal des agriculteurs;

CONSIDÉRANT le besoin monétaire des municipalités et l'importance d'être autonome dans la gestion de ses sources de revenus;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers que le conseil municipal de Sainte-Justine-de-Newton appuie la Municipalité de Saint-Polycarpe dans leur demande de compensation des hausses de taxes imposées aux producteurs agricoles.

19-12-05 **Réduction de la limite de vitesse sur le rang 7**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'abaisser la limite de vitesse à 50 km/h dans la portion du rang 7 située dans le futur chemin de contournement selon les recommandations des ingénieurs de la firme EXP puisque le rayon de la courbe prévue est trop élevé pour maintenir la vitesse actuelle.

19-12-06 **Adoption du plan de mesures d'urgences et entente avec Sainte-Marthe**

CONSIDÉRANT la démarche de planification de sécurité civile entreprise par la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton depuis 2019;

CONSIDÉRANT les responsabilités dévolues à la municipalité dans le cadre de la *Loi sur la sécurité civile*;

CONSIDÉRANT les responsabilités de la municipalité en matière de coordination lorsqu'un sinistre se produit sur son territoire;

CONSIDÉRANT les responsabilités de la municipalité en matière de protection des personnes, des biens et de l'environnement lors d'un sinistre;

CONSIDÉRANT la pertinence d'assurer la présence d'une structure municipale de sécurité civile en matière de prévention, préparation, intervention et rétablissement;

CONSIDÉRANT la nécessité d'adopter le plan de sécurité civile et des mesures d'urgence tel qu'exigé par le *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* (2018);

CONSIDÉRANT l'analyse faite à la présente assemblée;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu unanimement :

Que le conseil adopte le plan de sécurité civile et des mesures d'urgence de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton.

Il est également résolu de conclure une entente avec la municipalité de Sainte-Marthe afin de mettre en commun les ressources de chacune des deux municipalités advenant un sinistre.

19-12-07 **Plan de mesures d'urgences - COMALERTE**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers d'adhérer au programme COMALERTE au coût de 3 233.80 \$ taxes en sus pour la première année et de 2 001.66 \$ taxes en sus chaque année subséquente, conditionnellement à ce que toutes les municipalités du regroupement adhèrent également au programme et que la Municipalité soit libre de ne pas renouveler son adhésion en 2021 si elle le souhaite.

19-12-08 **Affichage et embauche d'une ressource – Dossiers d'archivage**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité, d'autoriser le directeur général à afficher une offre d'emploi et embaucher une ressource destinée à procéder au classement et à l'archivage de dossiers à l'Hôtel de ville pour une période n'excédant pas 8 semaines et pour un salaire n'excédant pas 5 000\$.

19-12-09 **Renouvellement des assurances générales**

Il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers de renouveler les assurances générales de la municipalité au montant de 24 176 \$ pour l'année 2020.

19-12-10 **Approbation des travaux pour la « Petite voirie »**

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton a pris connaissance des modalités d'application du volet Projets particuliers d'amélioration (PPA) du Programme d'aide à la voirie locale (PAV);

CONSIDÉRANT QUE le formulaire de reddition de comptes V-0321 a été dûment rempli;

CONSIDÉRANT QUE les travaux réalisés ou les frais inhérents sont admissibles au PAV;

CONSIDÉRANT QUE le réseau routier pour lequel une demande d'aide financière a été octroyée est de compétence municipale et admissible au PAV;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers:

QUE le Conseil municipal de Sainte-Justine-de-Newton approuve les dépenses d'un montant de 14 710 \$ relatives aux travaux d'amélioration réalisés et frais inhérents admissibles mentionnés sur le formulaire V-0321, conformément aux exigences du ministère des Transports du Québec.

19-12-11 **Entente intermunicipale concernant le 2<sup>e</sup> rang**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le directeur général à signer une entente avec la Municipalité de Sainte-Marthe pour la répartition des coûts d'entretien de 750 mètres de route approximativement sur le 2<sup>e</sup> rang, le tout conformément à la Loi sur les compétences municipales.

19-12-12 **Révision des contrats de travail**

Il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le maire et le maire suppléant à signer le contrat de travail du directeur général.

Il est également résolu d'autoriser le maire et le directeur général à signer le contrat de l'adjointe au directeur général et responsable de l'urbanisme ainsi que celui du directeur du service incendie.

19-12-13 **Avis de motion – Règlement numéro 356 concernant la constitution d'un fonds local vert réservé au développement durable et à la protection de l'environnement**

Le conseiller Shawn Campbell donne un avis de motion, qu'à une prochaine séance du conseil municipal, il sera présenté pour adoption un règlement concernant la constitution d'un fonds local vert réservé au développement durable et à la protection de l'environnement. Un projet de règlement est déposé séance tenante.

19-12-14 **Avis de motion – Règlement numéro 357 concernant la constitution d'un fonds des loisirs et culture**

Le conseiller Denis Pouliot donne un avis de motion, qu'à une prochaine séance du conseil municipal, il sera présenté pour adoption un règlement concernant la constitution d'un fonds de loisirs et culture. Un projet de règlement est déposé séance tenante.

19-12-15 **Avis de motion – Règlement numéro 358 relatif au programme de vidange collective des installations septiques du territoire de la Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton**

Le conseillère Maryse Lanthier donne un avis de motion, qu'à une prochaine séance du conseil municipal, il sera présenté pour adoption un règlement relatif au programme de vidange collective des installations septiques du territoire de la Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton. Un projet de règlement est déposé séance tenante.

19-12-16 **Avis de motion – Règlement 335-1 concernant les dérogations mineures**

Sous proposition du conseiller Shawn Campbell, il est résolu à l'unanimité des conseillers d'ajourner ce projet de règlement pour réflexion.

19-12-17 **Embauche de surveillants du Centre Michel Lefebvre et de la patinoire**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers d'embaucher Messieurs Olivier Berthiaume et Charles-Félix Berthiaume à titre de surveillants du Centre Michel Lefebvre et de la patinoire et Monsieur Levy Roy comme surveillant suppléant pour l'hiver 2019-2020 et d'autoriser le directeur général à signer un contrat de travail avec ces derniers. Le salaire pour ces surveillants est de 13 \$ de l'heure.

**Dépôt du registre de dons**

Conformément à l'article 6 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* et conformément à l'article 2 du règlement numéro 347 portant sur un *Code d'éthique et de déontologie pour les élus de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton*, les membres du conseil municipal doivent déclarer au directeur général et secrétaire-trésorier, par écrit, tout don, marque d'hospitalité et autres avantages de même nature reçus. Le directeur général et secrétaire-trésorier doit tenir un registre de ces déclarations et en déposer un extrait lors de la séance du conseil du mois de décembre. Le directeur général et secrétaire-trésorier dépose le registre des dons pour l'année 2019. Aucun membre du conseil municipal n'a déclaré de don pour l'année 2019.

19-12-18 **Séance sur l'adoption des prévisions budgétaires 2020**

Il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers de tenir la séance sur l'adoption des prévisions budgétaires 2020 le mercredi 18 décembre 2019, à vingt heures (20h00), à l'hôtel de ville de la Municipalité.

19-12-19 **Étude de sol pour la réfection du 6<sup>e</sup> rang et pour le chemin de contournement du 7<sup>e</sup> rang**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'octroyer un contrat de forage pour des études de sol à la firme Laboratoire GS pour un montant de 5 990 \$ taxes en sus pour le 6<sup>e</sup> rang et d'un montant de 5 780 \$ taxes en sus pour le 7<sup>e</sup> rang.

19-12-20 **Demande au Gouvernement du Québec - Projet de loi 48**

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec a déposé, le 5 novembre dernier, le projet de loi 48 visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi permettra au gouvernement de déterminer par règlement la valeur imposable maximale d'un terrain d'une exploitation agricole qui est enregistrée et qui est comprise dans une zone agricole;

CONSIDÉRANT l'augmentation du rôle d'évaluation foncière de la Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton notamment pour l'évaluation foncière agricole;

CONSIDÉRANT le fardeau fiscal des agriculteurs;

CONSIDÉRANT le besoin monétaire des municipalités et l'importance d'être autonome dans la gestion de ses sources de revenus;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Denis Pouliot et résolu à l'unanimité des conseillers de demander au gouvernement du Québec de compenser les hausses de taxes imposées aux producteurs agricoles.

Il est également résolu de transmettre une copie de la présente résolution au Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH), afin qu'il considère la demande et de transmettre une copie de la présente résolution à l'Union des producteurs agricoles (UPA), à la députée provinciale de Soulanges, Marilyne Picard et à la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

19-12-21 **Embauche de chauffeurs de camions de déneigement et d'un journalier suppléant**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers d'embaucher Monsieur Pierre Cousineau comme chauffeur de camion de déneigement à 25 \$ de l'heure, et Monsieur François Boucher comme chauffeur de camion de déneigement suppléant à 24 \$ de l'heure, pour l'hiver 2019-2020. Le directeur général est par cette résolution autorisé à signer un contrat de travail avec ces derniers.

Il est également résolu d'embaucher Marcel Dicaire comme journalier suppléant à 20 \$ l'heure et d'autoriser le directeur général à signer un contrat de travail avec celui-ci.

19-12-22 **Modification du contrat de travail de Charles Hinves**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le directeur général à modifier et signer le contrat de travail de Charles Hinves pour l'hiver 2019-2020.

### **Période des questions de l'assistance.**

Les personnes présentes dans l'assistance posent des questions au conseil municipal. Il s'agit essentiellement de questions portant sur :

1. Remerciements des pompiers et des citoyens pour la guignolée 2019
2. Précision sur le système COMALERTE
3. Église de Sainte-Justine-de-Newton
4. Réduction de la vitesse sur le 2<sup>e</sup> rang

### 19-12-23 **Levée de la séance**

À vingt et une heure et vingt minutes (21h20) l'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers que la présente séance soit levée.

\_\_\_\_\_  
Maire

\_\_\_\_\_  
Directeur général et  
secrétaire-trésorier

Je, Denis Ranger, Maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

\_\_\_\_\_  
Maire

### PROVINCE DE QUÉBEC MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton, tenue le 18 décembre 2019, à 20h00, à l'Hôtel de ville, située au 2627, rue Principale, à Sainte-Justine-de-Newton. Sont présents, sous la présidence de Monsieur le maire Denis Ranger, les membres du conseil suivants : Denis Pouliot, Maryse Lanthier, Danic Thauvette, Éric Dufresne et Shawn Campbell, tous formant quorum. Le directeur général et secrétaire-trésorier et l'adjointe au directeur général et responsable de l'urbanisme sont aussi présents.

### 19-12-24 **Adoption de l'ordre du jour.**

Monsieur le maire fait lecture de l'ordre du jour, il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

### 19-12-25 **Adoption des prévisions budgétaires 2020**

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 954 du Code municipal du Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Danic Thauvette et résolu à l'unanimité :

QUE les prévisions budgétaires pour l'année 2020 soient adoptées comme suit :

## **PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019**

### **REVENUS 2019 :**

Taxe foncière générale	1 439 259 \$
Tarification pour services municipaux	432 354 \$
Compensations tenant lieu de taxes	12 715 \$
Autres revenus de sources locales	90 950 \$
Revenus de transferts	511 610 \$
Appropriation de surplus et fonds réservés	870 090 \$
Règlement d'emprunt	250 000 \$

GRAND TOTAL DES REVENUS: 3 606 978 \$

### **CHARGES 2019 :**

Administration générale	368 882 \$
Sécurité publique	442 625 \$
Transports	351 430 \$
Hygiène du milieu	429 796 \$
Aménagement et urbanisme	116 702 \$
Loisirs et culture	160 591 \$
Immobilisations	1 870 000 \$

CHARGES TOTALES : 3 606 978 \$

## **PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATION 2020, 2021, 2022**

	BUDGET 2020	BUDGET 2021	BUDGET 2022
TRAVAUX DE GÉNIE CIVIL	1 000 000 \$		
ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES			
CENTRE COMMUNAUTAIRE		300 000 \$	
NOUVEAU GARAGE DE VOIRIE			500 000 \$
CENTRE MICHEL LEFEBVRE	275 000 \$		
HÔTEL DE VILLE			300 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE (véhicules)	365 000 \$		
SÉCURITÉ PUBLIQUE (bassin incendie)	3 000 \$		
VOIRIE (équipements)	10 000 \$		
VOIRIE (véhicules)			
LOISIRS	60 000 \$	20 000 \$	
ADMINISTRATION (véhicules et équipements)	57 000 \$		
HYGIÈNE DU MILIEU (équipements)		10 000 \$	
<b>TOTAL PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATION</b>	<b>1 770 000 \$</b>	<b>330 000 \$</b>	<b>800 000 \$</b>

### **Période des questions de l'assistance.**

Aucune question n'est posée de la part de l'assistance.

19-12-26

### **Ajournement de la séance**

À vingt heures une (20h01), l'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers que la présente séance soit levée.

\_\_\_\_\_  
Maire

\_\_\_\_\_  
Directeur général et  
secrétaire-trésorier



Je, Denis Ranger, Maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

---

Maire

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton, tenue le 18 décembre 2019, à 20h01, à l'Hôtel de ville, située au 2627, rue Principale, à Sainte-Justine-de-Newton. Sont présents, sous la présidence de Monsieur le maire Denis Ranger, les membres du conseil suivants : Denis Pouliot, Maryse Lanthier, Danic Thauvette, Éric Dufresne et Shawn Campbell, tous formant quorum. Le directeur général et secrétaire-trésorier et l'adjointe au directeur général et responsable de l'urbanisme sont aussi présents.

19-12-27 **Adoption de l'ordre du jour**

Monsieur le maire fait lecture de l'ordre du jour, il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

19-12-28 **Approbaton des comptes à payer**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver et de payer les comptes fournisseurs selon la liste 2019-12-18.

19-12-29 **Adoption – Règlement numéro 358 relatif au programme de vidange collective des installations septiques du territoire de la Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton**

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON



---

---

**RÈGLEMENT NUMÉRO 358**

**RELATIF AU PROGRAMME DE VIDANGE COLLECTIVE DES  
INSTALLATIONS SEPTIQUES DU TERRITOIRE DE LA  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON**

=====  
**ATTENDU QUE**

la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., chapitre C47.1) octroi aux municipalités le pouvoir d'adopter tout règlement en matière d'environnement;

- ATTENDU QUE** le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., c Q-2, r.22) précise le devoir de la municipalité d'exécuter et de faire exécuter ce règlement;
- ATTENDU QUE** l'article 25.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., chapitre C-47.1), prévoit que toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, entretenir tout système de traitement des eaux usées d'une résidence isolée au sens du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r.22);
- ATTENDU QUE** l'article 96 de cette loi prévoit que toute somme due à la municipalité à la suite de son intervention en vertu de cette loi est assimilée à une taxe foncière si la créance est reliée à un immeuble et si le débiteur est le propriétaire de cet immeuble;
- ATTENDU QUE** le conseil municipal considère qu'il est dans l'intérêt de l'ensemble de la population que la Municipalité pourvoie à la vidange des fosses septiques situées sur son territoire;
- ATTENDU QU'** il y a lieu d'adopter un règlement afin d'établir les modalités de gestion de ce service municipal;
- ATTENDU QU'** un avis de motion a été donné à la séance du conseil du 10 décembre 2019;
- EN CONSÉQUENCE,** il est proposé par Danic Thauvette et résolu à l'unanimité :

**QUE** le présent règlement soit adopté et qu'il soit statué comme suit :

## **CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1. Contexte**

Le présent règlement, ainsi que son préambule qui en fait partie intégrante, porte le titre de « Règlement relatif au programme de vidange collective des installations septiques du territoire de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton ».

L'objectif principal du présent règlement est d'encadrer la gestion et les opérations du programme de vidange collective des installations septiques.

### **2. Objet**

Par le présent règlement, la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton décrète la mise en place d'un service de vidange systématique et collective des fosses septiques sur son territoire, ainsi que les normes relatives à ce service. Est notamment comprise dans ce service, la disposition des boues vers un site autorisé par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

### **3. Territoire visé et personnes assujetties**

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton et à tout propriétaire d'une résidence isolée situé sur ce même territoire. Ainsi, toute fosse septique est assujettie à ce présent règlement.

Le programme de vidange des fosses septiques est établi en tenant compte du territoire à desservir alors que la période pour exécuter les travaux se situe entre le 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> décembre de chaque année.

À l'exception des vidanges hors période de vidange systématique, les travaux de vidange des fosses septiques sont effectués entre 7h00 et 19h00, du lundi au samedi, à l'exclusion des jours fériés.

La Municipalité peut diviser le territoire en zones pour les fins de l'octroi du contrat à l'Entrepreneur responsable des travaux de vidange.

#### **4. Invalidité partielle de la réglementation**

Dans le cas où une partie, une clause ou une disposition du présent règlement serait déclarée invalide par un tribunal reconnu, la validité de toutes les autres parties, clauses ou dispositions ne saurait être mise en doute.

#### **5. Règles de préséance des dispositions**

Dans ce règlement, à moins d'indication contraire, le texte prévaut sur les titres ou toutes autres formes d'expression.

Les règles de ce règlement ont préséance sur toute disposition incompatible d'un ou de plusieurs autres règlements d'urbanisme de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton.

#### **6. Le règlement et les lois**

Aucun article du présent règlement ne peut avoir comme effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi du Canada ou du Québec.

Le fait qu'une personne intéressée à l'égard d'une fosse septique fasse vidanger une fosse septique par l'Entrepreneur, ou par un tiers habilité à cet effet, n'a pas pour effet de conférer au propriétaire, à l'occupant ou au locataire quelque droit que ce soit à l'encontre de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q. c. Q-2), du Règlement sur le traitement et l'évacuation des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q. c. Q-2, r.22) ou de tous autres règlements municipaux par ailleurs applicables. Particulièrement, mais non limitativement, telle vidange ne peut conférer au propriétaire, à l'occupant ou au locataire quelque conformité ou droit acquis que ce soit.

#### **7. Interprétation du texte et des mots**

Exception faite des mots définis ci-après, tous les mots utilisés dans ce règlement conservent leur signification habituelle et commune. De même :

- 1) les titres contenus dans ce règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit. En cas de contradiction entre le texte proprement dit et les titres, le texte prévaut.
- 2) l'emploi du verbe au présent inclut le futur.
- 3) le singulier comprend le pluriel et vice-versa.
- 4) l'emploi du mot « doit » signifie une obligation absolue; le mot « peut » conserve un sens facultatif.
- 5) le mot « quiconque » inclut toute personne morale ou physique.

6) le genre masculin comprend les deux sexes, à moins que le contexte n'indique le contraire.

## **8. Terminologie**

Exception faite des mots définis ci-après, tous les mots utilisés dans ce règlement conservent leur signification habituelle et commune :

<b>Adjudicataire</b>	L'entrepreneur qui s'est vu octroyer le mandat de vidange des fosses par le conseil municipal;
<b>Aire de service</b>	Emplacement pouvant être utilisé par un véhicule de service conçu pour effectuer la vidange des fosses;
<b>Boues</b>	Résidus, de siccité variable, produits par la décantation des matières solides présentes dans une fosse septique;
<b>Conseil</b>	Le conseil municipal de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton;
<b>Eaux ménagères</b>	Les eaux de cuisine, de salle de bain, de buanderie et celle d'autres appareils ou d'autres provenance, autres que le cabinet d'aisances;
<b>Eaux usées</b>	Les eaux provenant d'un cabinet d'aisance combinées ou non aux eaux ménagères;
<b>Entrepreneur</b>	Personne physique ou morale spécialisée dans la vidange des fosses septiques, à qui la Municipalité a adjugé un contrat lui confiant la responsabilité de l'exécution de travaux reliés à la vidange des fosses septiques sur son territoire;
<b>Fonctionnaire désigné</b>	Les inspecteurs de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton;
<b>Fosse septique</b>	Tout réservoir destiné à recevoir les eaux usées d'une résidence isolée, que ce réservoir soit conforme ou non aux normes prescrites, incluant les fosses scellées, les fosses de rétention et les puisards. Est assimilable à une seule fosse septique, un ensemble constitué d'une fosse destinée à recevoir uniquement les eaux ménagères et d'une fosse destinée à recevoir uniquement les eaux provenant d'un cabinet d'aisance, dans la mesure où cet ensemble dessert une même résidence isolée;
<b>Fosse de rétention</b>	Tout réservoir étanche destiné à emmagasiner les eaux provenant d'un cabinet d'aisances, d'une toilette à faible débit, d'une toilette chimique ou les eaux ménagères avant leur vidange.
<b>MDDELCC</b>	Le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
<b>Municipalité</b>	La municipalité de Sainte-Justine-de-Newton;

<b>Obstruction</b>	Tout matériel, matière, objet ou construction qui recouvre tout capuchon, couvercle ou autre élément fermant l'ouverture de toute fosse septique, tels que terre, gravier, herbe, arbuste, ornement, mobilier, etc.;
<b>Occupant</b>	Toute personne qui jouit de l'usage d'une résidence isolée soit à titre de propriétaire, de locataire, d'usufruitier, de possesseur ou autrement;
<b>Puisard</b>	Un puits ou une fosse pratiqué pour absorber les eaux usées sans élément épurateur et non scellé.
<b>Période de vidange systématique</b>	Période durant laquelle l'Entrepreneur exécute les travaux prévus au présent règlement;
<b>Propriétaire</b>	Toute personne ou société dont le nom figure au rôle d'évaluation de la municipalité à titre de propriétaire d'une résidence isolée;
<b>Résidence isolée</b>	Toute habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant six (6) chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques; sans restreindre la généralité de ce qui précède, toute résidence, chalet, maison mobile, maison à logements, tout commerce, service et bâtiment municipal qui rejette exclusivement des eaux usées et dont le débit total quotidien est d'au plus 3 240 litres est considéré comme une résidence isolée;
<b>Résidence permanente</b>	Résidence isolée utilisée pendant une période de 180 jours ou plus par année;
<b>Résidence saisonnière</b>	Résidence isolée servant d'habitation secondaire non permanente et sporadique à son propriétaire ou ses ayants droits;
<b>Vidange complète</b>	Opération consistant à retirer complètement d'une fosse tout son contenu, soit les liquides, les écumes et solides, jusqu'à concurrence de sa pleine capacité;
<b>Vidange sélective</b>	Opération consistant à retirer complètement d'une fosse tout son contenu, soit les liquides, les écumes et solides, jusqu'à concurrence de sa pleine capacité, et de retourner les eaux clarifiées dans la fosse septique.

## **CHAPITRE 2 MODALITÉS ET PROCÉDURES**

### **9. Obligation et fréquence de vidange systématique**

#### **9.1 Fosse septique pour les eaux ménagères**

Toute fosse desservant une résidence isolée et/ou un commerce doit être vidangée au moins une fois tous les deux ans, par l'adjudicataire, selon le calendrier établi par la Municipalité.

Toute fosse desservant une résidence saisonnière doit être vidangée au moins une fois tous les quatre ans, par l'adjudicataire, selon le calendrier établi par la Municipalité.

Tout occupant ou propriétaire doit déclarer et prouver, lorsque requis, son lieu de résidence permanent ou saisonnier ou de déclarer si la résidence isolée concernée est louée.

## **9.2 Fosse de rétention**

Une fosse de rétention d'une installation à vidange périodique ou une fosse scellée doit être vidangée de manière à éviter les débordements des eaux usées qui y sont déposées (Article 59 du Q-2, r.22). La fosse de rétention d'une installation à vidange périodique seulement ne fera pas l'objet de vidange systématique par l'intermédiaire de la Municipalité. Cependant, lorsque le propriétaire procèdera à sa vidange, celui-ci ou l'entrepreneur de son choix devra faire parvenir une preuve de vidange au Service de l'urbanisme dans un délai de trente (30) jours après la vidange.

## **9.3 Installation septique technologique normée NQ 3680 - 910**

Les systèmes technologiques normés NQ 3680 – 910 (ex. : Hydro-kinetic, Biofiltre Waterloo, etc.) doivent être vidangés selon les recommandations du guide d'entretien du fabricant.

Lors des entretiens annuels des systèmes (secondaires avancé et tertiaire), le technicien qualifié accrédité par le fabricant fera un mesurage de l'écume et/ou des boues selon les modalités du guide d'entretien du fabricant. Le technicien identifiera clairement le compartiment à vidanger.

Le propriétaire devra communiquer avec le Service de l'urbanisme afin d'organiser la vidange obligatoire. L'entrepreneur facturera la Municipalité pour la vidange seulement (incluant les frais de gallons supplémentaires ou de métrage du tuyau). Tous les frais reliés à l'hiver, au dégel ou d'urgence seront directement facturés à l'occupant ou au propriétaire par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra remettre une fiche d'exécution à la Municipalité dans les trente (30) jours suivant la vidange.

## **10. Secteurs de vidange systématique**

Une liste par secteur comportant les noms, les rues et les adresses civiques où les fosses doivent être vidangées sera remise à l'adjudicataire afin de lui permettre d'organiser son calendrier de vidange.

## **11. Avis préalable**

Au moins vingt et un (21) jours avant la date prévue pour les travaux de vidange d'une fosse septique, un avis écrit est transmis par la poste régulière au propriétaire ou à l'occupant de la résidence isolée l'informant de la date de vidange de sa fosse septique, le propriétaire doit alors s'assurer qu'à cette date, sa fosse septique est accessible et que les travaux préalables prévus à l'article 13 sont complétés.

## **12. Travaux préalables**

Tout propriétaire d'une résidence isolée et/ou d'un commerce doit permettre l'accès à l'adjudicataire et inspecteur municipal pour procéder à la vidange des fosses entre 7h00 et 19h, du lundi au samedi.

Il est de la responsabilité de tout propriétaire d'informer la Municipalité de toute installation septique dont la nature exige une technique ou un traitement particulier lors des opérations de vidange et d'être présent, si nécessaire, lors de la vidange.

Pendant toute la durée de la période durant laquelle les couvercles de sa ou ses fosses doivent être dégagés, le propriétaire doit :

- Tenir le terrain donnant accès à toute fosse nettoyée et dégagée, de telle sorte que l'aire de service destinée à recevoir le véhicule de l'adjudicataire se localise à une distance inférieure ou égale à 40 mètres de toute ouverture de toute fosse. Cette aire de service doit être d'une largeur et d'un dégagement suffisant pour permettre l'accès au véhicule de l'adjudicataire. Une voie de circulation carrossable (rue, route, chemin, etc.) peut servir d'aire de service dans la mesure où elle rencontre ces normes;
- Tenir tout capuchon, couvercle ou autre élément fermant l'ouverture de toute fosse dégagée de toute obstruction, en excavant au besoin la terre, les objets et autres matériaux qui les recouvrent de façon à laisser un espace libre de 15 cm tout autour de ce capuchon, couvercle ou élément. Ce faisant, le propriétaire doit prendre tous les moyens nécessaires pour prévenir des dommages qui pourraient résulter d'une circulation à proximité de la ou des fosses;
- Prendre tous les moyens nécessaires pour prévenir les dommages qui pourraient résulter d'une circulation à proximité de la ou des fosses septiques par le véhicule de l'Entrepreneur;
- Indiquer clairement la localisation de l'ouverture de la fosse;
- Permettre à l'adjudicataire de vidanger la ou les fosses desservant sa propriété.

## **13. Défaut**

Si l'Entrepreneur ne peut procéder à la vidange parce que l'occupant a omis de préparer son terrain ou de dégager les ouvertures de la fosse septique à la date prévue, le propriétaire ou l'occupant est facturé au tarif convenu entre l'Entrepreneur et la municipalité à cet égard. Le fait de ne dégager qu'un couvercle sur deux est considéré comme un terrain non préparé.

Dans l'éventualité où la distance entre l'ouverture la plus éloignée de la fosse septique et l'aire de service s'avère supérieure à trente (30) mètres, des frais supplémentaires peuvent être chargés au propriétaire pour permettre, avec de l'équipement approprié, la vidange par l'Entrepreneur malgré cette distance excédentaire. Ces frais supplémentaires sont établis selon les modalités qui auront préalablement été définies.

## **14. Matières interdites**

Si, lors de la vidange, l'Entrepreneur constate qu'une fosse septique contient des matières combustibles, chimiques, métalliques, toxiques, explosives, corrosives, radioactives ou autrement dangereuses, le propriétaire est tenu de faire exécuter lui-même la vidange, de faire décontaminer les eaux usées avant d'en disposer conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c Q-2) et d'assumer tous les coûts reliés à ces opérations. Les coûts d'une telle opération sont assumés par le propriétaire. Le tout doit être effectué dans les dix (10) jours

suivant la remise d'un avis constatant la présence de matières non permises dans la fosse septique.

#### **15. Vidanges supplémentaires, hors périodes et seconde tournée**

Le propriétaire ou l'occupant d'une résidence isolée qui nécessite une vidange de fosse septique à un moment autre que celui déterminé dans l'avis pourra choisir l'entrepreneur de son choix pour effectuer la vidange. Une copie de la preuve de l'entretien de la fosse septique devra quand même être remise à la Municipalité au plus tard trente (30) jours après la vidange.

Nonobstant les dispositions du présent règlement, le propriétaire d'une fosse de rétention au sens du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées n'est pas dispensé de l'application des dispositions de ce même règlement provinciale en matière de vidange.

Le fait de procéder à la vidange d'une fosse septique autrement que dans le cadre du service décrété au présent règlement, n'exempte pas de l'obligation de faire viser sa fosse septique lors de la période de vidange systématique.

Toutes les résidences dont la fosse septique n'aura pas pu être vidangée lors de la date indiquée sur l'avis écrit pour cause de non-conformité à l'article 12 du présent règlement, seront visitées à nouveau à la fin de la période de vidanges pour le secteur donnée. Cette seconde tournée sera facturée conformément au règlement sur la tarification d'activités, de biens ou de services municipaux en vigueur.

#### **16. Remplacement d'une installation septique pendant l'année de vidange systématique**

Tout occupant ou propriétaire procédant au remplacement de sa fosse septique avant le 30 novembre durant l'année de vidange systématique de son secteur, pourra être exempté de la vidange périodique de l'année en cours à la condition de fournir à la municipalité la preuve de la condamnation de son ancienne fosse et de l'installation d'une nouvelle installation septique conformément à la loi.

Si l'occupant ou le propriétaire procède au remplacement de sa fosse septique dans l'année précédant une année de vidange systématique de son secteur, l'occupant ou le propriétaire est quand même tenu de permettre la vidange de sa fosse l'année suivante. Cette propriété sera alors remise dans la liste du secteur à être vidangé où elle est située.

#### **17. Personnes ou entreprises non mandatée**

Aucune personne ou entreprise non mandatée officiellement par la Municipalité ne peut procéder à la vidange d'une fosse septique situé sur le territoire de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton.

### **CHAPITRE 3 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **18. Non responsabilité**

Lors de la vidange, la Municipalité ne peut être tenue responsable de dommages à la propriété ou aux personnes à la suite d'un bris, d'une défectuosité ou d'un vice du système relatif à l'évacuation et au traitement des eaux usées des résidences isolées et/ou des commerces.

#### **19. Non responsabilité**



Afin de pourvoir au service de vidange des fosses septiques, une compensation est imposée et exigée de chaque propriétaire, chaque année.

Si un propriétaire possède plus d'une fosse sur un même immeuble, une compensation est imposée et exigée pour chacune des fosses situées sur son immeuble, et ce, chaque année.

Le montant de cette compensation est établi annuellement par résolution du Conseil et est inclus dans le compte de taxes. Une grille tarifaire est produite annuellement, présentant les tarifs, les compensations, les frais supplémentaires et les modalités financières.

## **20. Administration et application du règlement**

L'administration et l'application du présent règlement sont confiées à toute personne nommée ci-après « fonctionnaire désigné », par résolution du Conseil.

L'application, la surveillance et le contrôle du présent règlement relèvent du fonctionnaire désigné. Des fonctionnaires désignés adjoints chargés d'aider ou de remplacer le fonctionnaire désigné peuvent être nommés par résolution du Conseil. Le fonctionnaire désigné et ses représentants autorisés constituent donc l'autorité compétente.

Dans le présent règlement, l'utilisation de l'expression « fonctionnaire désigné » équivaut à l'utilisation de l'expression « autorité compétente ».

## **21. Pouvoir de l'inspecteur**

L'inspecteur est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 heures et 19 heures, du lundi au samedi, toute propriété immobilière et, si nécessaire, l'intérieur et l'extérieur de toute résidence isolée et/ou appareils, pièces ou parties des installations septiques pour constater si le présent règlement est exécuté, tout occupant est obligé de recevoir cet officier et de répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

L'inspecteur est autorisé à émettre les avis et les constats d'infraction lorsqu'il y a contravention au présent règlement.

## **22. Devoirs de l'entrepreneur**

Pour chaque vidange d'une fosse septique, l'Entrepreneur complète un bordereau d'exécution indiquant le nom du propriétaire, l'adresse de la résidence isolée où la vidange a été effectuée, la date de la vidange, le type de fosse septique, la quantité de boues vidangées, l'état de la fosse septique et toute autre observation sur le fonctionnement de l'installation septique. Ce bordereau doit être signé par l'Entrepreneur. L'original de ce bordereau doit être remis à la Municipalité selon les modalités qui auront préalablement été définies et une copie doit être remise au propriétaire, locataire, occupant ou en cas d'absence, laissé dans un endroit visible, à l'abri des intempéries.

Si des anomalies sont constatées lors de la vidange d'une fosse septique, l'Entrepreneur doit aviser le fonctionnaire désigné dans les deux (2) jours ouvrables.

L'Entrepreneur doit déposer les boues récupérées lors de la vidange des fosses septiques à l'endroit qui aura été approuvé par la Municipalité, conformément aux modalités qui auront préalablement été définies. L'Entrepreneur devra transmettre à la Municipalité toutes les preuves de livraison des boues à ce lieu.

### **23. Devoirs de toute personne intéressée à l'égard d'une fosse septique**

Toute personne intéressée à l'égard d'une fosse septique doit permettre l'accès à sa propriété au fonctionnaire désigné et répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

Toute personne intéressée à l'égard d'une fosse septique doit permettre l'accès à l'Entrepreneur pour procéder à la vidange et l'inspection des fosses septiques entre 7h00 et 19h, du lundi au samedi.

Toute personne intéressée à l'égard d'une fosse septique qui n'est pas sur la liste des résidences isolée doit communiquer avec la Municipalité pour que sa propriété y soit inscrite.

Nonobstant les dispositions du présent règlement, le propriétaire de la ou des fosses septiques n'est pas dispensé de l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.22) ou des conditions de l'autorisation émise en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

## **CHAPITRE 4 PROCÉDURES, RECOURS ET SANCTIONS**

### **24. Contravention à la réglementation**

Commet une infraction, toute personne qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement.

### **25. Sanctions**

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement, avec ceux prévus au présent règlement, tous les recours appropriés de nature civile ou pénale.

Toute personne qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement est passible, sans préjudice des autres recours qui peuvent être exercés contre elle, d'une amende qui ne peut être inférieure à 300 \$ et n'excéder pas 1000 \$ pour un personne physique et 2000 \$ pour une personne morale. En cas de récidive, elle passible d'une amende qui peut être augmentée à 2000 \$ pour une personne physique et 4000 \$ pour une personne morale.

À défaut du paiement dans les trente (30) jours après le prononcé de jugement, le contrevenant sera passible des sanctions prévues au Code de procédure pénale.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées cumulativement pour chaque jour que dure l'infraction.

Le conseil de la Municipalité autorise de façon générale tout agent de la paix, à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toutes les dispositions du présent règlement, et autorise en conséquence ces personnes à délivrer des constats d'infraction utiles à cette fin.

### **26. Recours en droit civil**

Nonobstant les recours par action pénale, la Municipalité peut exercer devant les tribunaux de juridiction tous les recours de droit civil nécessaires pour faire respecter les dispositions de la présente réglementation, lorsque le conseil de la Municipalité juge opportun ou peut exercer tous recours cumulativement.

**27. Actions pénales**

Le conseil autorise, de façon générale, le fonctionnaire désigné ou toute autre personne désignée à cette fin, dans un règlement municipal ou une résolution du conseil de la Municipalité, à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement, en conséquence, ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

**28. Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

---

Maire

---

Directeur général et secrétaire-trésorier

Dépôt du projet de règlement : 10 décembre 2019  
Avis de motion : 10 décembre 2019  
Adoption du règlement : 18 décembre 2019  
Entrée en vigueur du règlement : 3 janvier 2020

19-12-30 **Approbation des coûts supplémentaires pour le déplacement de la génératrice du service incendie**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver les coûts supplémentaires de 980 \$ pour le déplacement de la génératrice incendie par Génératrice Tremblay Inc. Le coût total du déplacement étant de 5 980 \$, taxes en sus.

19-12-31 **Nomination d'un représentant au conseil d'administration de Transport Soleil**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité des conseillers de nommer la conseillère Patricia Domingos représentante de la Municipalité auprès de Transport Soleil pour l'année 2020.

19-12-32 **Approbation de la politique salariale 2020**

Il est proposé par le conseiller Shawn Campbell et résolu à l'unanimité d'approuver la politique salariale 2020 et d'autoriser le Maire à signer ladite politique salariale.

19-12-33 **Avis de motion et adoption du projet de règlement numéro 359 de taxation 2020**

Le conseiller Danic Thauvette donne avis de motion qu'à une prochaine séance il sera présenté, pour adoption, un règlement décrétant le taux de la taxe foncière et le taux des compensations pour les services municipaux pour l'année 2020. Un projet de règlement est déposé séance tenante.

19-12-34 **Avis de motion – Règlement 335-1 concernant les dérogations mineures**

Le conseiller Danic Thauvette donne un avis de motion, qu'à une prochaine séance du conseil municipal, il sera présenté pour adoption un règlement modifiant le règlement 335 sur les dérogations mineures. Un projet de règlement est déposé séance tenante.

19-12-35 **Approbation du calendrier des collectes 2020**

Il est proposé par le conseiller Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver le calendrier des collectes 2020 tel que présenté au conseil.

19-12-36 **Participation financière au souper Noël du chef.**

Il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers d'octroyer un montant de 500\$ à l'Association des pompiers à titre de participation financière au souper Noël du chef.

19-12-37 **Achat d'un épandeur d'abrasifs**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver l'achat d'un épandeur d'abrasif à Équipement Séguin et Frères Inc. au montant de 4 205\$, taxes en sus.

19-12-38 **Ouverture d'un poste d'inspecteur municipal adjoint**

Il est proposé par le conseiller Danic Thauvette et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver l'ouverture d'un poste d'inspecteur municipal adjoint pour l'année 2020.

19-12-39 **Offre de service d'ingénierie en structure pour le Centre Michel Lefebvre**

Il est proposé par le conseiller Éric Dufresne et résolu à l'unanimité des conseillers d'accepter la soumission de la firme MPa Groupe Conseil Inc. pour des services d'ingénierie en structure pour les plans et devis du réaménagement du Centre Michel Lefebvre pour un montant de 5 700\$, taxes en sus, incluant deux visites des lieux.

19-12-40 **Identification des priorités d'actions 2020-2021 pour la Sûreté du Québec**

Il est proposé par le conseiller Danic Thauvette et résolu à l'unanimité des conseillers de transmettre les priorités d'actions identifiées par le conseil municipal pour les années 2020 et 2021 à la Sûreté du Québec. Les trois priorités identifiées sont la vitesse sur la rue Principale, des cas de vol dans la région et la présence d'un parrain ou de policiers lors d'événements communautaires afin de sensibiliser et informer la population.

**Période des questions de l'assistance**

Aucune question n'est posée de la part de l'assistance.

19-12-41 **Levée de la séance**

À vingt heures vingt-huit (20h28), l'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par la conseillère Maryse Lanthier et résolu à l'unanimité des conseillers que la présente séance soit levée.

---

Maire

---

Directeur général et

secrétaire-trésorier

Je, Denis Ranger, Maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

---

Maire